

LA VERITE SUR LE MEURTRE DU MILITANT OUVRIER

FERHAT HACHED

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 353

JEUDI 26 MARS 1953
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3^e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE
ANARCHISTE

TRAVAILLEURS, halte au fascisme!

La bourgeoisie, incapable de redresser la situation économique dans le cadre de la société libérale, se rue vers le fascisme, avec le soutien d'Eisenhower.

Quelques heures avant de partir pour Washington, pour donner un gage de servilité à l'impérialisme américain, Mayer fait arrêter les dirigeants de la C.G.T.

La trahison des intérêts de la classe ouvrière par les Stalinistes et la C.G.T. est l'affaire des ouvriers et de leurs organisations. C'est une affaire entre nous, véritables représentants des aspirations ouvrières et les Stalinistes.

C'est pour cela que nous ne pouvons laisser faire le gouvernement et la bourgeoisie qui, en frappant la C.G.T., se préparent à frapper toute la classe ouvrière.

Une seule riposte : HALTE AU FASCISME PAR LA GREVE GENERALE.

LE COMITE NATIONAL.

NON, la Révolution communiste libertaire espagnole n'est pas morte

A la fin du mois de février, un accord commercial complémentaire entre le gouvernement français et le gouvernement franquistre montre que de part et d'autre on veut resserrer les relations entre les deux pays.

Ainsi le gouvernement français ne se trouve pas encore satisfait de ses multiples compromissions avec l'assassin fasciste Franco et sa mafia de sbires.

Il faut aujourd'hui, comme le chien qui retourne à son vomissement, que le capitalisme français, affolé et à bout de souffle, aille mendier chez Franco! Car ce traité ne fait pas de dupes. Franco ne tenait pas à développer le commerce avec la France, préférant pour ceci l'Allemagne et l'Italie. Ce sont les « démocrates » français qui recherchent des débouchés en Espagne !

Nous n'en voulons pour preuve que cette phrase parue dans le journal bourgeois « Le Monde » du 15-16 mars 1953; parlant des perspectives prometteuses de l'accord commercial qui risquaient d'être perdues pour le capitalisme français :

« L'événement a ouvert une controverse, animée en fait par les alarmes des uns que la France ait beaucoup perdu, par les espoirs des

M. MOREAU.

Les ouvriers yougoslaves vont-ils payer la note du déjeuner royal de Tito

TITO vient de sceller spectaculairement l'alliance de fait qui le liait au capitalisme international. Son voyage à Londres a prouvé son solennel attachement aux impérialismes atlantiques. Alors que le gouvernement britannique s'était borné, il y a quelques mois, à dépecher à Belgrade le ministre Eden pour étudier en spécialiste le problème des relations entre les deux Etats, c'est maintenant le chef d'Etat yougoslave lui-même qui se déplace, engageant tout le système qu'il représente. Les deux gouvernements réunissent leurs forces pour résister à leur principal ennemi, qui est commun depuis la rupture entre Tito et le Komintern. Et ils déclarent qu'ils ont un INTERET COMMUN de résister à l'agresseur. Il est de plus en plus évident que cet intérêt commun repose sur LES MEMES RAISONS SOCIALES.

Il est curieux, d'autre part, que toute la presse bourgeoisie s'est étendue longuement, à propos du voyage de Tito, sur la possibilité de coexistence entre les régimes capitalistes et « socialistes ». En effet, les idéologues capitalistes sont toujours d'accord avec les titistes ou les staliniens pour faire croire que ces régimes titistes ou staliniens sont socialistes, pour la raison très simple qu'il est aisé de prouver ensuite que ces régimes n'instantent pas le paradis sur terre.

Or, nos camarades des « brigades » l'avaient dénoncé dès le début, en Yougoslavie, que d'un régime d'exploitation bureaucratique qui, malgré des lois trompeuses destinées à accroître la mystification qui l'entoure,

Le traité d'armée européenne

PENDANT longtemps les différentes fractions de la bourgeoisie française, toutes représentées au Parlement, se chamaillèrent gentiment sur la nécessité ou non de « faire » l'armée européenne. La conférence de Rome, il y a quelques semaines, avait été comme escamotée. Aucun grand débat sur ses conclusions n'avait eu lieu entre les parlementaires.

Brutalement, la semaine dernière, une offensive des partisans de la C.E.D. déclencha et dirigée par le M.R.P. et le gouvernement Mayer. L'offensive avait été préparée soigneusement par les partisans, ou bien les fractions bourgeois les plus réalistes eurent-elles subtilement, et en même temps, conscience qu'il fallait forcer la décision ?

Quoiqu'il en fût, l'attaque brutale laissa tous les opposants dans le désarroi et la parade excellente contre une éventuelle réaction des adversaires fut donnée par le groupe des Indépendants, Pinay, chef de file.

En déclarant qu'il était prêt à prendre part à ces querelles des clans bourgeois, il importe de situer le problème sur son plan véritable : l'économie capitaliste et la guerre.

Si la guerre de 1939-1944 avait fini d'ébranler mortellement le capitalisme européen, elle lui avait donné en même temps un sursis en créant d'énormes besoins sur le continent. Toutefois ses possibilités étaient limitées par l'impérialisme américain qui s'était étendu sur l'ensemble des pays encore sous le signe du capitalisme classique.

Une situation de paix devait vite reconduire dans l'impasse le système de production du capitalisme. A l'heure actuelle il n'est plus possible au camp atlantique de fonctionner en économie de paix. La crise économique est sur le point d'éclater en Europe où les débouchés se ferment, et où, par conséquent, le chômage s'ampifie.

C'est ainsi que si la bourgeoisie européenne pouvait jusqu'à présent, par des procédés dilatoires, retarder l'unification armée et économique de l'Europe, dont le principe même met en cause l'indépendance économique de chaque pays et ainsi le profit des capitalistes, elle ne le peut plus maintenant sans danger de mort prémature.

Mais cette situation se présente différemment dans chacun des pays européens. L'Allemagne, avec son formidable appareil productif, ne craint pas le principe de

l'unification, surtout sur le plan militaire. Si elle s'élance dans la production d'armement, elle est certaine d'assurer les besoins de toute l'Europe et en même temps le taux de profit de sa bourgeoisie de l'augmenter même. La France n'a pas de moyen et la survie de son capitalisme est lié à la générosité des U.S.A. Elle en est arrivée à ne plus pouvoir assurer son impérialisme colonial. La guerre d'Indochine va passer sous le contrôle de l'Amérique et une demande lui a été faite pour les investissements en Afrique du Nord.

Et pour nous qui n'avons pas à prendre part à ces querelles des clans bourgeois, il importe de situer le problème sur son plan véritable : l'économie capitaliste et la guerre.

L'Italie se trouve dans le même cas que la France : tendre la main. Pour l'Espagne, Franco est bien trop heureux, pour conserver son pouvoir, de s'offrir pieds et poings liés à l'impérialisme yankee.

C'est ainsi qu'en France, si la bourgeoisie dans son entier est consciente de cette situation, sa division en clans nous fait assister à cette lutte interne dont nous avons eu le spectacle la semaine dernière. Certains sont prêts à accepter de s'agenouiller jusqu'à devant le capitalisme allemand, d'autres s'y refusent. C'est une question de tempérament de valets de chambre. D'autres encore, par la crainte que malgré l'unification militaire de l'Europe, les U.S.A. abandonnent à son sort le continent, argumentent de la possibilité d'une co-existence pacifique des deux camps impérialistes, pensant ainsi retarder la guerre pour longtemps.

Cette peur semble fondée. L'Angleterre a pris conscience la première en refusant d'embarquer dans l'aventure européenne, préférant, comme les Etats-Unis, axer son effort militaire sur l'aviation. Certains signes peuvent en effet laisser supposer que l'impérialisme yankee ne tient pas à assumer toutes les servitudes militaires, sociales, économiques, politiques d'une occupation du continent pendant la guerre.

La bourgeoisie sera quand même dans

L'anarchisme est redevenu une force en France

A propos des mésaventures de MM. ARAGON et PICASSO,

“L'Humanité” insulte les Anarchistes sur 3 colonnes

(Voir en troisième page)

ALYON

Défense de la laïcité

Les manifestants forcent les barrages de police

RÉPONDANT à l'appel du Syndicat National des Institutrices et de la Fédération Nationale des parents d'élèves, des milliers de défenseurs de la laïcité se sont rassemblés le dimanche 22 mars à 15 heures, place Tolozan à Lyon.

Cette manifestation organisée dans le but de protester contre les lois Marie-Barangé et la séquestration des enfants Finaly, était interdite par la préfecture. Cette interdiction était cause d'un déploiement extraordinaire de forces de police.

Voici le déroulement des faits. Dès le départ du cortège les manifestants se heurtent à un barrage d'agents, et des arrestations s'ensuivent. Ainsi, la foule modifie son itinéraire : elle s'engage sur le quai du Rhône, déployant ses banderoles qui portent les textes : « L'Ecole laïque, Ecole à tous » et « Libérez les enfants Finaly ». La foule qui grossit au long du parcours atteint ainsi la place des Cordeliers. Là, quelques agents entrent de faire stopper le cortège et d'arracher les banderoles ; ils sont en gloutons dans le flot des manifestants, décidés de passer outre. Mais la police, un moment désempêtrée, réagit. Des cars de renforts, et « des paniers à salade » arrivent rue de la République où la foule vient de franchir encore un barrage d'agents cyclistes. Matraque au poing les brutes gouvernementales foncent sur nous.

Des coups sont échangés, les arrestations se succèdent.

J'ai vu de mes yeux, près de moi,

des femmes sauvagement brutalisées par les mercenaires de la République. Malgré cette vive réaction policière, les manifestants avancent toujours, empruntant parfois les trottoirs et contournant le nouveau barrage par des rues secondaires, se regroupent rue de l'Hôtel-de-Ville. Quand il atteignent la place Bellecour, toutes les rues sont barrées par des CRS, et des agents, et la manifestation semble devoir s'arrêter là. C'est alors que ceux qui sont en tête, et nous sommes fiers de nous être tous vu au premier rang, nous, militants anarchistes, et de la C.N.T., bousculent les files rue Auguste-Comte, ouvrant une voie au cortège. La foule, ivre de sa puissance, s'engage résolument dans la brèche, et force encore un autre barrage. La police reconstitue à nouveau un barrage avec les paniers à salade, et se masse pour obstruer la rue. Immédiatement, circule le mot d'ordre « tous place Carnot par nos propres moyens » et nous nous dispersons pour nous regrouper place Carnot où la ficelle nous attend casquée et armée. Après plusieurs tentatives pour déposer une gerbe à la mémoire des fondateurs de l'école laïque, au pied de la statue de la République, la foule parvient à flétrir l'obstination des forces de police à empêcher ce geste symbolique. Ici, certes, le caractère réformiste de la manifestation se

révèle dans la « Marseillaise », mais les laics de toutes tendances doivent faire bloc pour briser l'offensive cléricale. Les manifestants gagnent ensuite la rue Casimir-Périer où, dans un stade privé, divers orateurs dénoncent l'ignominie des lois Marie-Barangé et le rapt des enfants Finaly. Citons les discours de Diot, secrétaire départemental du S.N.I., Chauvet, président de l'Association des parents d'élèves et en particulier le magnifique discours du camarade Durand, secrétaire général du S.N.I. qui déclare notamment :

« Nous voulons la liberté des enfants Finaly, mais nous n'avons pas à la négocier ». Notons aussi que nous avons eu le regret d'entendre quelques imbéciles scandrer : « la police avec nous », cris qui ne furent d'ailleurs pas repris, le bon sens tenant en éveil par les derniers événements. Nous avons vu aussi un stalinien dénonçant un de nos camarades, dans la mêlée, disant : « Untel, pas de provocations ! » Nous ne sommes nullement étonnés de tels procédés, ils sont spécifiquement stalinien.

Nous avons vu également les manœuvres des flics pensant désagréger un groupe compact de manifestants, en traitant un de nos camarades, de repris de justice, alors qu'il n'est qu'un travailleur employé municipal.

En résumé, cette manifestation, quoique trop réformiste pour nous, anarchistes, est un succès éclatant dans la lutte contre l'Eglise, et aura un retentissement important sur le plan national. Ce succès est dû à l'esprit purement laïc de cette manifestation, qui ne fut exploitée dans aucun but de partisanerie. Il est dû aussi aux excès des forces de police qui ont réveillé l'esprit de lutte populaire pour un idéal de justice. Nous, anarchistes, nous serons toujours présents à l'avant-garde de la laïcité pour entretenir cet esprit, et donner l'exemple dans la manifestation de rue.

La victoire actuelle de l'église est purement illusoire. Le peuple de Lyon a su le prouver. Nous saurons écraser le cléricalisme oppresseur.

BAILLY (correspondant).

4 mois après, la Régence donne ordre de reconstituer l'assassinat de Ferhat Hached

Mais les criminels sont absents, parce que protégés par les colons

Le 5 décembre 1952, Ferhat Hached, secrétaire général de l'U.C.T., tombait, sauvagement abattu, sur la route reliant Tunis à Radès.

A l'époque, un certain nombre d'organisations ouvrières et syndicales protestèrent en stigmatisant le crime, imputable selon toute vraisemblance à l'organisation terroriste et colonialiste « La Main Rouge », agent exécuteur du gros colonat français, le chef syndicaliste devenant trop gênant pour les intérêts de nos opulents compatriotes...

Hached saigné, on enterra celui-ci à la sauvette, afin d'éviter les manifestations populaires de sympathie pour le disparu; on promit une « enquête et un châtiment exemplaire des coupables » à la veuve et, depuis, le silence s'est fait sur cette affaire.

Voici qu'aujourd'hui, il y a du nouveau. La justice (?) se livre à ses habituels clowneries en « reconstituant » l'assassinat, méthode chère à la police française. A vrai dire, reconstituer est un bien grand mot, car pour ce faire il

faudrait au moins connaître officiellement le ou les criminels; on s'est surtout contenté de convoquer les témoins ou les individus *supposés* tels.

Cette reconstitution aurait été décidée sur l'initiative du juge d'instruction Soulet, malgré paraît-il, certaines oppositions occultes. Il n'en fallait pas plus pour que les journalistes célébrent avec enthousiasme « l'intégrité » de ce brave homme de juge, l'honnêteté de la justice française, ces crimes qu'on ne laisse jamais impunis, etc.

CHRISTIAN.

RAPPORT DU MEURTRE DE FERHAT HACHED

LA Tunisie et les Tunisiens ont rarement eu une personnalité qui a su rallier à elle l'unanimité des sympathies comme l'a fait notre regretté Farhat. Par ailleurs, la conjoncture actuelle avait fait de lui, grâce à son attitude courageuse, le porte-drapeau des Tunisiens ; sa simplicité, sa modestie et son manque d'ambition y concourraient et aucune jalouse ne l'entourait. Il était pour les Tunisiens l'homme symbolique, l'homme utile et l'homme sans ennemis. Il ne pouvait être de l'intérêt d'autrui Tunisien de le supprimer.

Pour les colonialistes français, il représentait l'homme qui avait su organiser toute la classe ouvrière tunisienne, c'est-à-dire la force vive de la Nation, et était devenu sans contestation possible le porte-parole des 4/5 de la population.

C'était aussi le conseiller du Bey, et les Français voyaient en lui la cause directe de l'opposition de S.A. le Bey à la politique française.

C'était en outre, celui qui avait réussi à se rendre en Amérique grâce aux efforts de la C.I.S.L. et avait su intéresser non seulement les syndicats américains, mais l'opinion publique démocratique mondiale au problème tunisien.

N'était-il pas aussi membre de la commission des 40, au cours des travaux de laquelle son rôle s'était montré très actif ?

En somme, Farhat Hached devenait pour les Français l'ennemi public n° 1 de leur politique colonialiste en Tunisie, un ennemi tellement dangereux que l'arrêter n'aurait servi à rien sinon à créer des remous internationaux qui ne manqueraient pas de susciter la C.I.S.L. sans compter qu'une arrestation ne pouvait être que provisoire.

Il s'agissait donc de l'abattre : et la presse française de Tunisie ne s'en est pas cachée, les menaces de *Tunisie-France*, journal des colonialistes de Tunisie, devenaient de plus en plus directes ; le journal *La Presse* du 29 octobre 1952 parlait d'un groupe d'auto-défense (sic) qui devait exécuter les ennemis de la politique colonialiste française, et enfin le journal colonialiste *Paris*, qui se publie à Casablanca, a, dans son numéro du 28 novembre 1952, consacré un long article à Farhat Hached qui se termine de la façon suivante :

« Si un homme menace de te tuer, frappe-le à la tête, dit un proverbe syrien. C'est là qu'il faut frapper aujourd'hui. Tant que vous n'aurez pas accompli ce geste viril, ce geste libérateur, vous n'aurez pas rempli votre devoir... »

Par ailleurs, une organisation terroriste française, à la tête de laquelle serait Pons, secrétaire général du Gouvernement tunisien, faisait distribuer des tracts, où elle désignait « Farhat Hached l'Américain » comme l'homme à abattre.

L'ATTENTAT

LE vendredi 5 décembre 1952, Farhat Hached quitte Radès (situé à 7 km. de Tunis), seul dans sa voiture, vers 8 h. 10. Arrivée à un endroit où la route descend légèrement jusqu'au cimetière (à 2 km. de Radès), sa voiture est mitraillée par derrière puis du côté gauche. Farhat Hached descend sur le bas-côté de la route dans le champ situé à droite de la route et à quelques mètres du mur du cimetière. La voiture des mitrailleurs s'arrête quelques secondes et des coups de revolver sont encore tirés avant qu'elle ne reparte immédiatement pour bifurquer à 100 mètres à droite. Cette mitraillade a eu lieu devant un laboureur, devant un cycliste, et enfin devant un camion dans lequel se trouvaient trois personnes européennes.

Farhat Hached, blessé, descend de sa voiture et demande au chauffeur du camion de l'amener à un hôpital de Tunis, le chauffeur hésite parce qu'il doit aller à Radès, et parce qu'il craint les cahots de son camion pour un blessé ; à ce moment s'arrête près du camion une voiture, l'un des occupants descend. Farhat Hached, voyant une voiture légère qui se rend à Tunis, demande à ses occupants de le transporter à l'hôpital ; ceux-ci acceptent et il monte dans la voiture qui part immédiatement.

Cette voiture contenait trois personnes. Il était 8 h. 25.

Le corps a été retrouvé criblé de balles dans un fossé sur la route de Nassen, 5 km. environ de l'endroit où la voiture a été mitraillée.

La police arrive à 8 h. 45-8 h. 50 à l'endroit où se trouvait le corps et l'enlève immédiatement.

Comment la police pouvait-elle être prévenue du meurtre de Farhat Hached à 8 h. 25 alors qu'il était encore vivant à 8 h. 10 ?

Elle arrive vers 9 h. 15 à l'endroit où se trouve la voiture, enlève toutes les traces de pneus, freinage ou autres, ramasse quelques douilles et enlève immédiatement la voiture qu'elle remet dans la cour du Tribunal militaire, alors que le corps est dirigé vers l'hôpital militaire.

Le parquet français n'est saisi qu'à 12 h. 15.

L'U.G.T.T., prévenue par un Tunisien vers 9 h. 30, que la voiture se trouvait sur la route de Radès criblée de balles, délègue immédiatement deux personnes qui se rendent sur les lieux, rencontrent la voiture de Farhat Hached conduite par un monsieur en civil, à 5 km. de l'endroit de l'attentat et se dirigeant vers Tunis.

Ils continuent leur route vers Radès, arrivent près du cimetière, ne trouvant plus aucune trace, sinon un amas de débris de verre « sécurité » soigneusement rangé, ramassent quelques douilles que les policiers dans leur précipitation ont oubliées, entendent le labourer qui leur dit que Farhat Hached est descendu de la voiture simplement blessé, et qu'il est monté dans une autre voiture.

Ils se rendent alors au poste de police de Megrine, où le brigadier leur dit qu'il n'est au courant de rien (c'est lui qui avait fait enlever la voiture), se rendent à Hammam-Lif où leur dit qu'on ignore tout (le commissariat d'Hammam-Lif était présent quand le corps a été enlevé à 8 h. 50), vont au poste de police de Radès, voient sur la table du brigadier des papiers de Farhat Hached et plusieurs douilles, les papiers sont immédiatement fourrés dans la poche du brigadier qui leur dit n'être au courant de rien.

L'avocat de l'U.G.T.T. est prévenu ; il se rend au commissariat central où il constate que tous les policiers sont en train de se casquer et de s'armer, volent tour à tour tous les commissaires de police présents, lesquels ne sont, d'après eux, absolument au courant de rien. Un commissaire prenant un air naïf, lui déclare : « S'ils ont fait ça, c'est une très grave erreur ». Il parla des Français.

La nouvelle de l'assassinat de Farhat Hached nous a été révélée par un communiqué de la résidence qui a été radiodiffusé vers 13 heures.

QUI L'A TUÉ ?

TOUS les Tunisiens sont absolument persuadés qu'il s'agit d'un crime perpétré par les Français, notamment par l'organisation terroriste française de la « Main Rouge » qui a des appuis très haut placés et qui compte parmi ses membres plusieurs policiers haut placés. Par ailleurs, seuls des Français pouvaient trouver un intérêt à leur mort.

Devant l'incurie de l'État

Deux communes tracent en cinq jours une route attendue depuis quarante ans

Lest enthousiasmant, pour les libertaires, de constater que l'histoire et l'actualité apportent, jour après jour, des confirmations multiples de la valeur des idées anarchistes-communistes.

Nous avons maintes fois dénoncé l'inertie de l'Etat dans maints domaines.

Nous avons maintes fois montré et démontré que l'Etat était obligatoirement et réellement un instrument parasitaire, coûteux, nuisible et qui n'a de sens que par son contenu de classe.

Voilà qui nous fait divers nous prouve une fois de plus la valeur de cette idée ; fait important, il nous présente une réalisation concrète qui s'est effectuée sans aucune aide de la part des services publics.

Saint-Maximin et Saint-Siffret sont, dans le Gard, deux communes rurales des environs d'Uzès. A vol d'oiseau, 3 km seulement séparent les deux villages.

Cependant, la seule route carrossable qui les reliait obligait à faire un détour de 12 km en passant par Uzès.

Un chemin de charrettes, depuis longtemps abandonné et impraticable était la seule voie directe.

Depuis 40 ans, les deux villages réclamaient aux Pouvoirs publics une route directe. Le bien-fondé de cette

demande étant irréfutable, l'Administration ne la rejetait pas, et en laissait espérer la réalisation prochaine. Ceci d'année en année, depuis 40 ans.

Dernièrement, le ministère de l'Agriculture choisit ces deux communes pour y effectuer une série d'expériences agricoles et un essai de modernisation de l'outil et des méthodes de culture.

Seule l'absence de cette route risquait de faire avorter ce plan. Les ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur continuaient d'envoyer des réponses évasives, les habitants des deux villages décidèrent de passer à l'action. Ils envisagèrent sérieusement de réaliser la route par leurs propres moyens.

Mercredi 11 mars, le chantier fut ouvert.

Les deux municipalités louèrent un bulldozer.

Les hommes des deux villages fournit volontairement la main-d'œuvre.

Et, en cinq jours, la route fut tracée.

Alors que le devis des Ponts et Chaussées prévoyait une dépense de 2.700.000 francs, la réalisation de la route a coûté au total (bitumage compris) : 450.000 francs.

le supprimer, malgré les répercussions que ce geste pouvait avoir à l'ONU, dont la France ne voulait pas reconnaître la compétence. Il s'agissait de supprimer le grand obstacle que représentait Farhat Hached, tant du côté beylical que du côté de la masse populaire, afin de décapiter la masse populaire d'une part, et d'autre part, de mener le Bey à composition, et annuler ainsi tout retour éventuel de la question tunisienne à l'ONU, le Bey ayant signé et le peuple ne protestant plus. Par ailleurs, la conviction des Tunisiens se trouve confirmée non seulement parce que c'est la seule hypothèse logique et que le raisonnement qui y mène ne contient aucune faille, mais aussi parce qu'elle se trouve corroborée par certains avertissements et menaces, par certains préparatifs et par le comportement de la police et des autorités après le crime, au lieu d'affaiblir cette conviction l'a au contraire renforcée.

A. — AVERTISSEMENTS ET MENACES

Il a déjà parlé de la presse française et de ses invitations au meurtre de Farhat Hached, ainsi que des tractes distribués par la « Main Rouge » et dont un exemplaire lui avait été envoyé quelques jours avant sa mort. Farhat Hached, se rendant compte que l'atmosphère se faisait intenable, a alors écrit à Nouri Boudali, notre secrétaire général adjoint, qui se trouvait à Paris, d'avoir à prolonger son séjour. Il a, dans le même moment, envoyé à M. Salah Ben Youssef, secrétaire général du Néo-Destour, qui suivait à New-York les débats de l'ONU, le tract diffusé par l'organisation française de la « Main Rouge ».

Nouri Boudali et Salah Ben Youssef ont fait état de ces missives à l'opinion. Le Résident général lui-même, le jour même du crime, déclarait à Paris à M. Pliny que la vie de Farhat Hached était en danger.

Farhat Hached se rendait certainement compte du danger qu'il courrait et était au courant de la force de la « Main Rouge » qui permettait les attentats contre les Tunisiens et les commentait. Tout ceci au su et au vu de la police qui n'a jamais arrêté un de ses membres. Farhat Hached n'a voulu prendre aucune mesure de précaution relative à sa personne, ne voulant pas qu'une psychose de peur s'empare des Tunisiens devant la force de la « Main Rouge ». La seule précaution qu'il a prise est relative à sa famille qu'il a envoyée rendre visite à des parents à Sousse. Il s'est même arrangé pour que tout le monde ignore que sa famille était partie de Radès.

B. — PRÉPARATIFS

Un avis (celui qui devait emporter le corps) était arrivé de Bizerte à la Goulette la veille et attendait des instructions. Le matin de l'attentat, toutes les routes desservant le Sud étaient contrôlées minutieusement.

C. — ATTITUDE DES AUTORITÉS ET DE LA POLICE APRÈS L'ATTENTAT

1. — La police a failli à toutes les règles établies en matière de crime et au lieu de prévenir le parquet qui doit se rendre sur les lieux avec le service de l'identité judiciaire, a enlevé précipitamment et le corps et la voiture (faute très grave du point de vue professionnel).

UN TEMOIGNAGE SUR ISRAËL

Recueilli par Eric ALBERT

Nombreux sont les militants révolutionnaires qui nourrissent encore des illusions sur l'Etat d'Israël.

Certes, il y a eu, en Palestine, des communautés, les Kibbutzim, dont la structure et le fonctionnement ont paru, au début, démontrer une volonté de socialisme vrai, voisin de nos conceptions communistes libertaires. Il existe encore de ces Kibbutzim, mais l'Etat d'Israël a gagné du terrain, au détriment des réalisations révolutionnaires, et de plus en plus, Israël n'est qu'une nation capitaliste financée par les U.S.A., sous un vernis de travailisme.

Nous présentons ici un témoignage, le témoignage d'un jeune qui depuis est devenu un des nôtres. Puisse ce récit permettre aux lecteurs de se faire une idée assez juste de la réalité israélienne.

I. — LA FILIÈRE

U réfectoire on colla deux grandes affiches : Partez en Israël.

Pour l'excellente raison que je suis homme avant d'être Juif, le mouvement sioniste m'était suspect de racisme sinon de chauvinisme. Malgré les horribles persécutions que les Juifs venaient de subir, malgré la déportation, l'assassinat de mes parents il m'était impossible de me sentir solidaire de ces malheureux venus des quatre coins d'Europe, qui, au Centre d'accueil, s'entassaient et formaient un si pitoyable troupeau.

Je suis parti en Israël poussé par un irrésistible besoin d'évasion. Egalement avec l'espoir de pouvoir organiser, stabiliser ma vie. Mais je serais aussi bien parti en Patagonie ou en Mozambique.

Peu m'importait. Mais Israël offrait l'avantage miraculeux de pouvoir fuir ce maudit Paris sans bourse délier. Et c'est pourquoi, un jour, en compagnie d'une trentaine de jeunes gens, je me suis trouvé dans le large vestibule d'une organisation juive, amorce d'une filière semi-clandestine dont l'aboutissement et formaient un si pitoyable troupeau.

Je suis parti en Israël poussé par un irrésistible besoin d'évasion. Egalement avec l'espoir de pouvoir organiser, stabiliser ma vie. Mais je serais aussi bien parti en Patagonie ou en Mozambique.

Peu m'importait. Mais Israël offrait l'avantage miraculeux de pouvoir fuir ce maudit Paris sans bourse délier. Et c'est pourquoi, un jour, en compagnie d'une trentaine de jeunes gens, je me suis trouvé dans le large vestibule d'une organisation juive, amorce d'une filière semi-clandestine dont l'aboutissement et formaient un si pitoyable troupeau.

Le souvenir de ma mère qui toute sa vie avait vécu dans la terreur d'un Dieu cruel s'est imposé brièvement à ma mémoire. J'ai retrouvé mon assurance, j'ai senti monter en moi une source de colère.

— Ma mère a passé sa vie à genoux. Grâce à la bonté céleste elle est morte en déportation.

— Votre père était-il franc-maçon ?

— Non.

— Marxiste ?

— Oui.

— Et vous ?

— Je ne suis pas Marxiste.

— Je vois. Vous êtes un original.

Elle a pris des notes, encore des notes et avec un regard sévère :

— Vous êtes un écrivain ?

— Athée ?

— Athée ? Mais la religion c'est le principal !

Le souvenir de ma mère qui toute sa vie avait vécu dans la terreur d'un Dieu cruel s'est imposé brièvement à ma mémoire. J'ai retrouvé mon assurance, j'ai senti monter en moi une source de colère.

— Ma mère a passé sa vie à genoux. Grâce à la bonté céleste elle est morte en déportation.

— Votre père était-il franc-maçon ?

— Non.

— Marxiste ?

— Oui.

— Et vous ?

— Je ne suis pas Marxiste.

— Je vois. Vous êtes un original.

Elle a pris des notes, encore des notes et avec un regard sévère :

— Vous êtes un écrivain ?

— Je suis homme avant tout.

— Vous parlez dans le vide.

J'étais furieux, je pensais à Félix, à sa sœur, à Jean, aux autres, aux malheureux du centre d'accueil, ces épaves victimes du racisme, du chauvinisme, à qui on allait proposer la guerre pour l'idéal, le racisme et le chauvinisme.

Certes, ce cas assez particulier n'est pas partout réalisable, bien que le problème des chemins vicinaux soit en France un problème primordial.

</

"L'HUMANITÉ" fait donner Aragon contre l'anarchisme

On sait que, Aragon, directeur des « Lettres Françaises », publication stalinienne, s'est fait rappeler à l'ordre par le Secrétaire du Parti Communiste pour avoir publié un portrait de Staline par Picasso, portrait qui pouvait peut-être intéresser des lecteurs artistes, mais qui, sans aucun doute, choquait le grand public qui n'y retrouvait qu'un Staline ridiculisé. Si l'art y trouvait son compte — mais ceci est une question d'appréciation individuelle — la propagande n'y trouvait pas le sien. Aragon fut donc blâmé et Picasso également.

Aragon, en guise d'auto-critique, a publié dans *l'Humanité* du jeudi 19 mars un important article de 3 colonnes en page 2 dans lequel l'Anarchisme est traité de singulière façon.

Aragon n'en est plus à une infamie près.

Sa longue expérience de flic de la culture lui a dicté son article du 19 mars.

Jésuquement, il déplace les responsabilités, et s'excuse seulement d'avoir cédu à l'attraction de l'art décadent, art selon lui imprégné d'anarchisme et par lequel la bourgeoisie veut saper le moral du prolétariat !

Aragon place tout son article sous le signe de la dévotion à Staline : il faut relire les œuvres du grand Staline et plus particulièrement ce premier chef-d'œuvre qu'est « Anarchisme ou Socialisme ». En invoquant Staline à longueur de colonne contre l'anarchisme et l'art décadent, Aragon se tire d'affaire, enfonce le copain Picasso et pense s'attirer la reconnaissance du Parti ! *

Il serait absurde en effet de voir une simple fantaisie dans le choix de l'anarchisme comme cible. Le parti ne fait jamais rien par hasard et un grand article en page 2 dans *l'Humanité* n'échappe pas au visa. Il convient donc de replacer cette venimeuse attaque dans un cadre plus général : la

consigne du silence vis-à-vis de l'anarchisme n'ayant pas empêché la F. A. de progresser, le parti stalinien est passé à l'attaque. Le mur du silence ayant cédé devant la propagande acharnée et le sérieux de la Fédération Anarchiste, le P.C.F., à contre-cœur, sans doute, se résolut à riposter.

Ce furent d'abord, les paroles mielleuses de Monnousseau dans la *Vie Ouvrière*, recommandant de ne pas traire en ennemis les ouvriers anarchistes, puis les allusions de Thorez dans les réunions du Comité Central signalant un retour offensif de l'anarchisme. En 1950, on édita la brochure de Staline « Anarchisme et Socialisme », et ce ne pouvait être non plus par hasard qu'on en exhument — en l'isolant sous un titre aussi clair — la prose du jeune Staline de 1906. Il y a un mois, à peine, on faisait état de la baisse des effectifs du parti dans certaines régions et l'on invoquait au cours de la dernière conférence du Parti, l'influence anarchiste. Le maire d'une ville de la Somme, Montdidier, était sommé de ne plus lire « le Libertaire ». Enfin, dans les quartiers ouvriers de Paris, les cellules et sections du P.C.F. attaquaient les militants de la F.A. dans leurs journaux, éditaient des tract contre « les diviseurs », les « agents policiers », les « hommes de main » de la F. A. Nos militants se sont réjouis de ces attaques sans autre effet que de nous permettre une audience encore plus large. Et cette fois, c'est Aragon qui entre en jeu. Il est bien évident qu'on ne pouvait trouver mieux comme calomnieuse et comme fausseure.

Et sur quoi se base Aragon pour donner l'impression d'argumenter et d'être parfaitement soumis à son parti ? Tout simplement, il ressort cette brochure de 1950, sous prétexte d'inviter les staliniens à lire et relire les œuvres de Staline : ses œuvres complètes devant être éditées et le premier tome devant comporter justement cette fameuse étude « Anarchisme et Socialisme ». Que d'honneur pour nous ! Tout d'abord Aragon feint de s'ex-

tasser sur le génie de Staline déjà visité dans ses œuvres de jeunesse. La flagornerie est à son comble lorsqu'on sait qu'il s'agit de la plaquette « Anarchisme et Socialisme » dont l'indigence de pensée fut rarement égalée. Ce n'est pas le lieu ici de refaire la critique de cette « œuvre » : nos lecteurs se reporteront aux numéros 234 à 238 du « Libertaire » de juillet-août 1950. Rappelons seulement que Staline, à côté de quelques critiques admissibles se borne à déformer l'anarchisme avant de le combattre et à attribuer à la social-démocratie le contenu positif de communisme libertaire afin d'en tirer une conclusion en faveur du socialisme autoritaire. Aragon ne procède pas autrement. Mieux, il choisit dans « l'étude » de Staline les passages où l'anarchisme est plus particulièrement déformé.

Selon Staline, via Aragon, « la pierre angulaire de l'anarchisme, est l'individu » dont l'affranchissement est, selon lui, la condition principale de l'affranchissement de la masse, de la collectivité, son mot d'ordre est « Toujours pour l'individu ». Tandis que la pierre

angulaire du marxisme c'est « la masse » dont l'affranchissement est, selon lui, la condition principale de l'affranchissement de l'individu ».

On ne saurait falsifier plus grossièrement, on ne saurait mieux oublier Bakounine, la Première Internationale

les luttes ouvrières de l'anarchisme. Mais Aragon va plus loin que Staline. Il écrit : « L'anarchisme, conception petite-bourgeoise, place l'individu hors de la masse, et le condamne ainsi à la médiocrité, à l'incapacité, à l'inutilité, à la malfaissance ».

Samoutre, certains fantaisistes soi-disant anarchistes ont-ils donné prise à des critiques de cette sorte, sans doute un prétendu anarchisme qui placerait l'individu en dehors de la masse justifierait-il en partie les « appréciations » d'Aragon. Mais nous ne rejetrons jamais assez que leur critique porte à faux : ce qu'ils prétendent combattre, ce n'est pas l'anarchisme mais un individualisme effectivement petit-bourgeois.

Aragon nous en donne la confirmation : il assimile l'anarchisme à la « révolte », « depuis la nostalgie ro-

mantique, les divers retours à la nature, au primitivisme, les fuites qui ressemblent à celles des caissiers infidèles... », et, bien entendu, c'est la littérature qui est accusée de faire péniblement insidieusement ce qu'il appelle « anarchisme » parmi les intellectuels révolutionnaires. Pour Aragon, l'anarchisme est donc une arme subtile utilisée par la bourgeoisie pour démolir ou faire dévier les révolutionnaires.

On croit rêver quand Aragon prétend voir l'influence anarchiste dans « l'art pour l'art » dans l'hérétisme cultivé du langage, le goût de la solitude, le pessimisme, il cite pèle-mêle Théophile Gautier (1), Baudelaire, Rimbaud, qu'utiliseraient... les propagandistes qui se tournent vers elle ne reconnaîtront pas l'anarchisme dans la caricature qu'en donnent Staline et Aragon.

Les bourgeois stalinisés, peuvent être inquiets pour l'authenticité de leur communisme, et pour l'avenir de leur parti : la Fédération Anarchiste grandit, étend son influence. Les exploitants qui se tournent vers elle ne reconnaîtront pas l'anarchisme dans la caricature qu'en donnent Staline et Aragon.

Les efforts du P.C.F. pour tenter de stopper l'offensive de la F. A. resteront sans portée puisque « l'anarchisme » qu'ils « dénoncent » le seul contre lequel ils puissent tenter d'argumenter n'est pas celui qu'ils trouvent devant eux.

Merci, Aragon !

FONTENIS.



Pierre KROPOTKINE (MAI 1914)

L'Action anarchiste dans la Révolution

La bourgeoisie est une force, non seulement parce qu'elle possède la richesse, mais surtout parce qu'elle a mis à profit le loisir que lui donnait la richesse pour s'instruire dans l'art de gouverner et pour élaborer une science qui sert à justifier la domination. Elle sait ce qu'elle veut, elle sait ce qu'il faut pour que son idéal de société se maintienne ; et tant que le travailleur ne saura pas, lui aussi, ce qu'il lui faut, et comment y arriver, il devra rester l'esclave de celui qui sait.

Il serait certainement absurde de vouloir élaborer, dans l'imagination, une société qu'elle devra sortir de la révolution. Ce serait du byzantinisme que de se quereller d'avance sur les moyens de pouvoir à tel besoin de la société future, ou sur la façon d'organiser tel détail de la vie publique. Les romans que nous faisons sur l'avenir ne sont destinés qu'à préciser nos aspirations, à démontrer la possibilité d'une société sans maître, à voir si l'idéal peut être appliquée, sans se heurter à des obstacles insurmontables. Le roman reste roman. Mais il y a toujours certaines grandes lignes, sur lesquelles il faut tomber d'accord pour construire quoi que ce soit.

Les bourgeois de 1789 avaient parfaitement su qu'il serait oiseux de discuter les détails du gouvernement parlementaire qu'ils révolaient ; mais ils étaient d'accord sur deux points essentiels : ils voulaient un gouvernement fort, et ce gouvernement devait être représentatif. Plus que cela : il devait être centralisé, ayant pour organes dans les provinces une hiérarchie de fonctionnaires, ainsi que toute une série de petits gouvernements dans les municipalités élues. Mais aussi, il devait être constitué de deux branches séparées : le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Ce qu'ils appelaient « la justice » devait être indépendant du pouvoir exécutif, et aussi, jusqu'à un certain degré, du pouvoir législatif.

Sur deux points essentiels de la question économique ils étaient d'accord. Dans leur idéal de société la propriété privée devait être mise hors de discussion, et la soi-disant « liberté du contrat » devait être proclamée comme principe fondamental de l'organisation. Ce qui plus est, les meilleurs d'entre eux croyaient, en effet, que ce principe allait réellement régénérer la société et devenir une source d'enrichissement pour tous.

D'autant plus accommodants sur les détails qu'ils étaient fermes sur ces points essentiels, ils purent, en un an ou deux, totalement réorganiser la France selon leur idéal et lui donner un code civil (usurpé plus tard par Napoléon) — code qui fut copié plus tard par les bourgeois européens, dès qu'elles arrivaient au pouvoir.

Ils travaillaient à cela avec un ensemble merveilleux. Et si, plus tard, des luttes terribles surgirent dans la Convention, ce fut parce que le peuple, se voyant trompé dans ses espérances, vint avec de nouvelles réclamations, que ses meneurs ne comprirent même pas, ou que quelques-uns d'entre eux cherchèrent vainement à concilier avec la révolution bourgeoise.

Les bourgeois savaient ce qu'ils voulaient : ils y avaient pensé dès longtemps. Pendant de longues années, ils avaient nourri un idéal de gouvernement ; et quand le peuple se souleva, ils le firent travailler à la réalisation de leur idéal, en lui faisant quelques concessions secondaires sur certains points, tels que l'abolition des droits féodaux ou l'égalité devant la loi.

SANS s'embrouiller dans les détails, les bourgeois avaient établi, bien avant la révolution, les grandes lignes de l'avenir. Pouvez-vous nous en dire autant des travailleurs ?

Malheureusement non. Dans tout le socialisme moderne, et surtout dans sa fraction modérée, nous voyons une tendance prononcée à ne pas approfondir les principes de la société que l'on voudrait faire triompher par la révolution. Cela se comprend. Pour les modérés, parler révolution c'est déjà se compromettre, et ils entretiennent que s'ils trahissent devant les travailleurs un simple plan de réformes, ils perdraient leurs plus ardents partisans. Aussi préfèrent-ils traiter avec mépris ceux qui parlent de société future ou cherchent à préciser l'œuvre de la révolution. « On verra cela plus tard, on choisira les meilleurs hommes, et ceux-ci feront tout pour le mieux ! » Voilà leur réponse...

On est trop porté, dans les meilleurs révolutionnaires, à considérer la révolution comme une grande fête, pendant laquelle tout s'arrange de soi-même pour le mieux. Mais, en réalité, le jour où toute cette immense machine — qui, tant bien que mal, supplie aux besoins quotidiens du grand nombre — cessera de fonctionner, il faudra bien que le peuple lui-même se charge de réorganiser la machine détruite.

Rien qu'à faire des décrets, copiés sur les vieux clichés républicains, connus par cœur de longue date, les Lamartine et les Ledru-Rollin passaient des vingt-quatre heures à travailler de la plume. Mais que disaient ces décrets ? — Ils ne faisaient que répéter les phrases sonores que l'on avait débitées depuis des années dans les réunions et les clubs républicains, et ces décrets ne touchaient rien de ce qui fait l'essence même de la vie quotidienne de la nation. Puisque le gouvernement pro-

vatoire de 1848 ne touchait ni à la propriété, ni au salaire, ni à l'exploitation, il pouvait bien se borner à des phrases plus ou moins ronflantes, à donner des ordres, à faire, en un mot, ce que l'on fait chaque jour dans les bureaux de l'Etat. Il n'avait que la phraséologie à changer. Et cependant, rien que ce travail absorbait déjà toutes les forces des nouveaux venus.

Oui, la révolution sera une fête, si elle travaille à l'affranchissement de tous ; mais pour que cet affranchissement s'accomplisse, le révolutionnaire devra déployer une audace de pensée, une énergie d'action, une sûreté de jugement, et une aptitude au travail dont le peuple a rarement fait preuve dans les révolutions précédentes, mais dont les précurseurs commencèrent déjà à se dessiner dans les derniers jours de la Commune de Paris et dans les premiers jours des grèves de ces dernières vingt années.

« Mais où prendrons-nous cette audace de pensée et cette énergie au travail d'organisation, quand le peuple ne l'a pas ? N'admettez-vous pas vous-mêmes — nous dira-t-on — que si la force d'attaque ne manque pas au peuple, l'audace de la pensée et l'aptitude à la reconstruction lui ont trop souvent fait défaut ? »

Nous l'admettons parfaitement. Mais nous n'oublions pas non plus la part qui revient aux hommes d'initiative dans les mouvements populaires. Et c'est de cette initiative que nous allons dire maintenant un mot pour terminer notre étude...

... La grande masse se décide difficilement à entreprendre quelque chose qui n'ait pas eu un précédent dans le passé. On peut s'en convaincre tous les jours. Si la routine nous enveloppe de ses moisiures à chaque pas, c'est qu'il manque d'hommes d'initiative pour rompre avec les traditions du passé et se lancer hardiment dans l'inconnu. Mais si une idée germe dans les cerveaux, vague encore, confuse, incapable de se traduire dans les faits, et que des hommes d'initiative surviennent et se mettent à l'œuvre, ils sont immédiatement suivis, — pourvu que leur œuvre réponde aux vagues aspirations. Et lors même que, rompus de fatigue, ils se retirent, le travail commencé sera continué par des milliers de continuateurs, dont on n'osait même pas supposer l'existence. C'est l'histoire de toute la vie de l'humanité, — histoire que chacun peut constater de ses propres yeux, par sa propre expérience. Il n'y a que ceux qui ont voulu marcher à l'encontre des vœux et des besoins de l'humanité, qui se sont vus maudis et abandonnés par leurs contemporains.

Malheureusement, les hommes d'initiative sont rares dans la vie de tous les jours. Mais il surgissent aux époques révolutionnaires, et ce sont eux, à proprement dire, qui font les œuvres durables des révolutions...

MAIS pour qu'ils surgissent, il faut l'œuvre préparatoire. Il faut que les idées nouvelles, — celles qui marqueront un nouveau point de départ dans l'histoire de la civilisation, soient ébauchées avant la révolution ; qu'elles soient fortement répandues dans les masses, afin qu'elles puissent y être soumises à la critique des esprits pratiques, et, jusqu'à un certain point, à la vérification expérimentale. Il faut que les idées qui germent avant la révolution soient assez répandues pour qu'un certain nombre d'esprits s'y sentent accoutumés. Il faut que ces mots : « anarchie », « abolition de l'Etat », « libre entente des groupements ouvriers et des communes », « la commune communiste » deviennent familiers — assez familiers pour que les minorités intelligentes cherchent à les approfondir.

Alors, les Chaliot, les Jaques Roux, les Dolivier de la prochaine révolution seront compris par les masses qui, une fois la première surprise passée, apercevront dans ces mots l'expression de leurs propres aspirations.

Que pouvaient faire les Conventionnels en présence d'un roi qui leur disputait le pouvoir, si ce n'était le guillotin ? et que pouvaient faire les représentants de la Montagne en présence d'autres représentants, investis des mêmes pouvoirs — les Girondins, — si ce n'était de les envoyer à leur tour au bûcher ? Eh bien, cette situation du passé reste en nous jusqu'à présent, tandis que le seul moyen vraiment efficace de paralyser une initiative nuisible est de prendre soi-même l'initiative de l'action dans une meilleure direction.

En 1871, on voit déjà, à Paris, un vague pressentiment d'une meilleure manière d'agir. Les révolutionnaires du peuple semblaient comprendre que le « Conseil de la Commune » devait être considéré comme un simple décor, comme un tribut payé aux traditions du passé ; que le peuple, non seulement, ne devait pas désarmer, mais qu'il devait maintenir, à côté du Conseil, son organisation intime, ses groupes fédérés, et que de ces groupes, non de l'Hôtel de Ville, devaient sortir les mesures nécessaires pour le triomphe de la révolution. Malheureusement, un certain modeste des révolutionnaires populaires, appuyé aussi par les préjugés autoritaires, encore très enracinés à cette époque, empêchèrent ces groupes fédérés d'ignorer totalement le Conseil et d'agir, comme s'il n'eût pas existé du tout, pour ouvrir une nouvelle ère de construction sociale.



HISTOIRE des DÉMOCRATIES POPULAIRES

de François FEJTO

ra peser le poids de l'injustice et du sang ?

François Fejto n'a point tenté quelque trop hâtive synthèse. Étudiant l'histoire étape par étape, il analyse et discute, avec le maximum de précision et toutes précautions souhaitables, ces diverses « crises » dont on a tellement entendu parler, et chaque fois si vite. C'est en quoi, déjà, l'on peut tenir pour irréprochable l'œuvre qu'il nous propose ici.

Prix : 945 francs

L'Amérique latine ENTRE EN SCÈNE
de Tibor MENDE

TROP souvent l'Amérique latine est encore imaginée comme une vague agglomération de régions où des géants d'opéra se renversent les uns les autres et où les indigènes en grands chapeaux de paille jouent de la guitare. Or, actuellement, les Etats d'Amérique du Sud, avec leurs populations qui s'accroissent rapidement, l'exploitation intensive de leurs énormes ressources naturelles et l'industrialisation qui s'y développe fièreusement, sont en train de se hisser aux premiers rangs de la scène mondiale. Sous peu, ils vont jouer un rôle décisif dans la balance des forces internationales.

Tibor Mende dresse un tableau d'ensemble de ce demi-continent, analysant les conditions économiques, sociales et politiques de chacune des grandes républiques, rappelant leur histoire et mettant en lumière les tendances profondes qui dominent leur évolution.

Par la largeur des perspectives ainsi dégagées, en même temps que par la force dans la peinture des faits, des êtres et des dieux, Tibor Mende retrouve ici, à moins qu'il ne les surpassne, les qualités qui avaient fait la réputation de l'Inde devant l'Europe.

L'Amérique Latine entre en scène, 75 fr. francs.

Prix : 630 francs

Charles DULLIN
par Lucien ARNAUD

... On y découvrira toutes les raisons d'admirer et d'estimer non pas seulement un homme mais le théâtre.

Prix : 630 francs

LES TROIS LIVRES DE LA SEMAINE

LENINE, TROTSKY, STALINE

par Bertrand D

LA CRISE ECONOMIQUE peut accoucher d'un GOUVERNEMENT FORT

L sera vain de dissimuler les difficultés que rencontre la classe ouvrière pour résoudre le problème prix-salaires. Ces difficultés sont de tous les jours, que ce soit devant les boutiques des commerçants où les prix élevés des marchandises empêchent le plus grand nombre des travailleurs de s'approvisionner normalement en vêtements, chaussures ou aliments, que ce soit dans les bureaux patronaux où la discussion du salaire devient de plus en plus ardue.

La crise qui s'enfle chaque semaine un peu plus, qui touche à peu près tous les secteurs de la vie économique du pays et qui s'étend sur un nombre toujours plus grand d'entreprises, frappe les classes laborieuses avant que d'atteindre les superbes bénéfices ou les bénéfices des exploiteurs du salariat et elle frappe durement.

Le chômage, la réduction des horaires de travail qui dans certaines branches ne dépassent pas trente heures par semaine, font que la part des salariés dans le revenu national se réduit à la portion congrue.

Ét la crise qui ne fait que commencer s'annonce particulièrement longue et douloureuse pour le prolétariat. L'économie du pays orientée vers des objectifs de préparation militaire, politique et idéologique à la guerre, fait que les dépenses de consommation civile se réduisent à un rythme inquiétant et que la fiscalité pèse d'un poids toujours plus lourd dans le budget familial ouvrier.

De plus en plus les pouvoirs publics se soumettent à la politique des marchands de canons, de plus en plus le patronat unifié au sein du C.N.P.F. se sent en mesure d'imposer sa loi dans les conventions collectives à des syndicats ouvriers qui s'ingénient à demeurer divisés alors que les dangers qui menacent les travailleurs se multiplient.

Ce ne sont pas les quelques maigres résultats d'ordre revendicatif obtenus dans certaines entreprises non touchées par la crise et qui servent à émailler la page ouvrière de l'*Humanité* à des fins démagogiques qui sauraient nous dissimuler les sombres perspectives de demain.

Quand le 6 février dernier — et la date du 6 février devient ici un symbole ! — le ministre président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Paul Reynaud, représentant de la bourgeoisie et ennemi acharné de la classe ouvrière, déclarait : « La France est l'un des pays d'Europe et sans doute du monde où le pouvoir exécutif est le plus faible », nous savions que l'homme qui, peu avant la deuxième guerre mondiale, se réjouissait de la fin de la *semaine des deux dimanches*, comptait bien œuvrer pour la mise en place d'un gouvernement fort.

Et c'est bien sur un gouvernement fort que compte la bourgeoisie pour résoudre et la crise économique et surtout la crise sociale qui en découle en réduisant à l'esclavage la totalité des travailleurs.

Dans cette crise économique qui ira en s'amplifiant malgré et à mesure que la production d'armement s'étendra à toute l'économie, ce sont les répercussions qu'elle peut avoir, dès après les élections municipales, dans l'appareil répressif de l'Etat qui nous importent le plus, ce sont les plus bas salaires pour un plus long travail, la législation ouvrière faite à coups de décrets-lois, la domestication des syndicats, qui dans les gouvernements forts ou les fascismes garrottent les classes laborieuses, qui nous tourmentent.

Devant pareille menace les querelles politiques et de boutiques des dirigeants ouvriers et syndicaux deviennent querelles criminelles et actes de trahison.

Il appartient aux militants anarchistes d'empêcher que ces querelles politiques et de boutiques ne fasse la plus sale des besognes parmi les travailleurs en les divisant définitivement devant un ennemi qui, plus que jamais, paraît bien décidé à donner son sens le plus dur et le plus impitoyable à la lutte de classes.

Serge NINN.

Paternalisme S.I.M.C.A.

La 100.000^e "Aronde" ou le geste symbolique et démagogique de la direction

La sortie de la 100.000^e « Aronde » a servi de prétexte à un beau battage publicitaire et démagogique.

La direction S.I.M.C.A., ne regardant pas à la dépense en dehors des salaires, convia quelques trois cents « personnalités » à un guépard monstre.

Les types les plus représentatifs des parasites du régime se trouvaient là. Des ministres et leurs séquelles de politiciens, des financiers, des industriels, des journaliste-

listes et des technocrates se sont congratulés. Le préfet de police y avait sa place; son concours en de nombreuses circonstances est trop précieux pour qu'on l'oublie.

Tout ce beau monde a chanté les louanges du modernisme, du « chef-d'œuvre d'ordre et de méthode que représentent les usines de Nanterre. Il n'a nullement été question des deux mille licenciés récents dont beaucoup patissent encore du « chef-d'œuvre » d'ordre capitaliste. Aucune allusion, bien sûr, à

la vie exténuante et absurde de robots des ouvriers constructeurs d'automobiles.

Plus que d'autres encore, S.I.M.C.A. a beaucoup à se faire pardonner sur le plan social. Aussi aurait-il été maladroit en pareille circonspection de ne faire aucun geste à l'égard de ceux sans lesquels il n'y a pas d'Aronde possible.

Aux 6.000 ouvriers de l'entreprise qui généralement offert la cent-millième « Aronde ». Comme cela ne pourra pas dire qu'en régime libéral la possibilité n'est pas offerte à chacun de posséder sa conduite intérieure.

Donc, cette 100.000^e « Aronde » échut, par voie du sort, à un des exploités de chez S.I.M.C.A. Les six mille autres n'auront que le droit de « s'ébahir » sur le compte rendu fleuri qu'en leur fera dans la brochure mensuelle les « Echos de la S.I.M.C.A. ».

Voilà donc le camarade Gossellet, ouvrier des ateliers de presse, à égalité avec tous les membres du conseil d'administration. Tout comme les 99.999 bourgeois ou bourgeois-propriétaires d'« Aronde », il a sa conduite intérieure. La différence, c'est que les émoluments qui lui donne S.I.M.C.A. ne lui permettront pas de s'en servir.

Geste symbolique et démagogique celui de remettre avec force trompette, à 6.000 ouvriers, un objet (inutilisable) façonné de leurs mains, d'une valeur à peine égale au gueuleton offert à une bande d'exploiteurs flanqués de leurs val-

Sans nul doute, il y a aux usines de Nanterre un matériel perfectionné. Un matériel qui pourrait, dans une autre société, rendre de très grands services à la collectivité.

Il y a aussi au conseil d'administration et dans les alentours de celui-ci beaucoup de gens qui seraient très bien à leur place dans les ateliers, et à certaines chaînes de fabrication.

Il y a donc là, comme dans de nombreux autres secteurs « occupés », du travail pour les révolutionnaires.

L. BLANCHARD.

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10^e) C.O.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. - 6 MOIS : 500 Fr.
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. - 6 MOIS : 625 Fr.
Pour changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

S'informer pour mieux combattre

La loi de 40 heures
et les heures supplémentaires

Nous publions ci-dessous la réponse au *Journal officiel* du 20 février 1953 (Débats parlementaires, Assemblée nationale) du ministre du Travail et de la Sécurité sociale à une question écrite posée par le député Bardoux en date du 9 décembre 1952. Le *Libertaire* s'est élevé maintes fois contre les heures supplémentaires, aussi n'apportons-nous aucun commentaire, notre but étant simplement de donner ici la position de la loi.

Question. — Un employé a-t-il le droit d'enfreindre le Code du Travail en faisant deux journées dans une, c'est-à-dire en accomplissant dix-sept heures de travail par jour ?

Réponse. — L'article 6 du livre II du Code du travail, tel qu'il résulte de la loi du 21 juin 1936 instituant la semaine de 40 heures, dispose que : « dans les établissements industriels, commerciaux, artisanaux et coopératifs ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laiques ou religieuses, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, y compris les établissements publics hospitaliers et les astiles d'aliénés, la durée du travail effectif des ouvriers et employés de l'un ou de l'autre sexe et de tout âge ne peut excéder quarante heures par semaine ». Les modalités d'application de ladite loi ont été déterminées par une série de décrets pris par industrie, conformément à l'article 7 du même livre dit dudit code. D'autre part, la loi du 25 février 1946 relative à la rémunération des heures supplémentaires prévoit que, dans les industries et professions assujetties à la réglementation sur la durée du travail, des heures supplémentaires peuvent être effectuées au-delà de 40 heures ou de la durée considérée comme équivalente, dans la limite de 20 heures par semaine, sur autorisation de l'inspecteur du travail. Les heures supplémentaires ainsi accomplies doivent subir une majoration minimum de salaire de 25 p. 100 pour les huit premières heures effectuées, de 50 p. 100 au-delà. Les textes précisés relatifs à la durée du travail tendent à fixer un maximum de durée hebdomadaire de travail pour les salariés occupés dans un établissement déterminé ; dans cette limite n'entrent pas en compte les heures de travail effectuées par le travailleur pour son propre compte ou pour le compte d'un autre employeur. De plus, l'article 3 de l'acte dit « loi du 11 octobre 1946 » précise qu'aucun « salarié des professions industrielles, commerciales ou artisanales ne peut effectuer des travaux rémunérés relevant de ces professions au-delà de la durée maximale de travail telle qu'elle ressort des lois et règlements en vigueur dans sa profession ». Cette disposition interdit au même titre, dans la mesure tout au moins où ils sont pratiqués au-delà de la durée maximale à laquelle elle se réfère, le travail indépendant des salariés et les cumuls d'emplois salariés. Il a été admis, sous réserve de l'interprétation souveraine des tribunaux, que la durée maximale à laquelle il y a lieu de se référer est celle résultant de l'application combinée des textes susvisés, c'est-à-dire 60 heures par semaine. Il s'ensuit qu'un ouvrier appartenant aux professions industrielles, commerciales ou artisanales qui effectue une durée de travail inférieure chez un premier employeur peut, sans enfreindre l'interdiction édictée par la loi du 11 octobre 1946, travailler — à son compte ou pour un second employeur — de façon à porter la durée totale de son activité rémunérée à 60 heures par semaine, au maximum.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

La C.A. de la C.G.T. freine l'action ouvrière

Les ouvriers doivent bousculer les sommets et dès maintenant engager

le combat pour une amélioration constante de leur niveau de vie

réactive, aucun plan d'ensemble qui permette une lutte efficace.

Les dirigeants de la C.G.T. ne sont pas sans savoir que la résorption du chômage, l'imposition d'une production de paix ne peuvent s'obtenir que par l'action simultanée d'une grande partie du prolétariat, comme en 1936. Ils savent que les grèves partielles, valables sur le plan de la revendication partielle, ne sauraient donner de solution à un problème général tel que la production de guerre et le chômage.

Mais les dirigeants de la C.G.T.

savent aussi qu'en 1936 ils ont perdu le contrôle de la classe ouvrière et IMPOSE la semaine de 40 heures dégradant leur volonté.

Ils savent SURTOUT qu'ils sont aux ordres du Kremlin dont le mot d'ordre est la politique de l.U.R.S.S., c'est-à-dire *Légalité patriotique*. Ils le prouvent par leur appel aux manifestations du 22 mars, pour « la défense de la paix ». Ils le prouvent aussi en réclamant le libre commerce avec les pays de l'Est, alors que les travailleurs n'ont pas à s'occuper des débouchés du capitalisme, mais à exiger leur part de la part des capitalistes.

La Fédération Anarchiste lance à nouveau son appel : Action généralisée au maximum par la plate-forme semaine de 40 heures payée 48, contre le chômage, contre la production de guerre, donc pour la vraie lutte contre la guerre. Nous demandons aux ouvriers de ne plus se laisser prendre aux actions de diversion des politiciens stalinien telles que les pétitions et les manifestations pour la Paix (avec un grand P). La paix ne se sépare pas des intérêts économiques.

C'est donc en préparant dès aujourd'hui la grève générale dans chaque entreprise, dans chaque chantier, que la classe ouvrière retrouvera la force qui lui est nécessaire pour influer de façon décisive contre tous les intérêts impérialistes.

Pour un nouveau 36, pour la paix, pour la sécurité, camarades, à l'action !

P. PHILIPPE.

La crise est là

ES statistiques officielles sont souvent en contradiction flagrante avec les déclarations des officiels. C'est ainsi que, si les dirigeants font montre d'un optimisme délinéant devant la stabilité ou la relance économique, les chiffres, plus séchement, démontrent le contraire.

En 1952, la production française a baissé de 16 0/0 dans l'industrie du verre, 12 0/0 pour les corps gras, 10 0/0 pour le textile, 12 0/0 pour les cuirs et peaux, 20 0/0 pour le papier-carton, et, pour l'ensemble des biens de consommation, de 10 0/0 à 10 0/0.

Nous avions signalé déjà, voici quinze jours, que la crise atteignait tous ces secteurs. Voici cependant une indication nouvelle et instructive : la production de matières premières stratégiques est en hausse de 11 à 27 0/0. Il s'agit de pétrole, des minéraux...

Cette situation était prévue depuis longtemps. La crise économique est là, cette crise que tous nos économistes disent repousser. Nous avons toujours dénoncé cette propagande mensongère.

Le niveau de vie a baissé de 10 0/0 en France, en 1952. Car il est absolument certain que, s'il y a eu une baisse de 10 0/0 à la production des biens de consommation, il y a eu également une baisse de 10 0/0 à la consommation.

Nous pouvons en même temps dénoncer les manœuvres patronales et gouvernementales qui veulent nous faire voir dans la productivité un remède souverain à tous nos maux.

Il n'en est rien. Surtout en période de crise, de chômage, la productivité croissante rapporte uniquement au patronat et la classe ouvrière ne saurait soutenir une politique qui est dirigée contre elle.

La classe ouvrière doit prendre conscience que la période de misère,

Vu l'abondance de l'actualité, nous sommes obligés de reporter à la semaine prochaine la suite de notre enquête :

LE CHÔMAGE DANS LE MONDE

Luttes ouvrières

GREVE DES DOCKERS D'ANVERS

Plus de 6.500 dockers du port d'Anvers ont déclenché la grève samedi matin. Ils réclament la révision des statuts établis par la maladie et l'invalide.

Des mouvements de grève ont également commencé dans plusieurs mines de charbon et des usines dans d'autres régions de Belgique.

DEBRAVAGES DANS LES ARSEAUX DE LA REGION PARISIENNE

En conclusion d'une campagne revendicative déclenchée récemment par la C.G.T. des débrayages d'une demi-heure et d'une heure ont eu lieu dans les arsenaux de la région parisienne, notamment à Issy-les-Moulineaux, Rueil, Levallois, Courbevoie, Cligny, Saint-Denis, Puteaux, Châlais-Meudon et Villiers.

Les ouvriers de ces établissements de la Défense nationale réclament la parité de leurs salaires avec ceux des métallurgistes parisiens de l'industrie privée.

GREVE DE VINGT-QUATRE HEURES DES TRANSPORTS PUBLICS MARSEILLAIS

Marseille fut privée dimanche dernier de transports publics à la suite de la grève décidée par les syndicats C.G.T. de la régie autonome des transports. Les tramways grévistes marseillais ont affirmé leur intention de cesser le travail tous les dimanches jusqu'à complète satisfaction de leurs revendications.

TAVAUX

Au trust Sulzer où l'on se moque des ouvriers, la solidarité syndicale a répondu

U chantier de Tavaux (Jura), les monteurs en chauffage central du trust Sulzer ont démontré dernièrement par un exemple concret que la solidarité ouvrière n'est pas un vain mot, lorsqu'elle se pratique chez les militants de base.

Voici les faits : l'inspecteur principal de la maison à la demande de son chef de chantier décide subitement de licencier quatre ouvriers sur les six, composant l'équipe. La direction tente de convaincre les ouvriers restants à continuer le travail, sous promesse d'avantages divers. Mais c'est unanimement que les six ouvriers quittent le chantier exigeant la réintroduction complète de tout le personnel.

Ainsi la Maison Sulzer (trust international) se permet d'embaucher et de débaucher sans aucun égard pour les travailleurs qu'elle exploite. Que ceux qui pensent s'engager dans une telle maison soient avertis.

(Correspondant d'entreprise.)

1) La Société des Hôtels de l'Etoile exploite l'Hôtel Astoria, à Paris, et l'Hôtel des Etoiles-Noires, à Trouville; de plus son immeuble de valeurs comprend d'importantes participations dans le Grand-Hôtel, l'Hôtel du Prince-de-Galles et l'Hôtel Meurice.

2) Le Grand-Hôtel possède 80.000 actions de la Renta-France, cette dernière propriété de 145 immeubles à Paris et des participations dans les mêmes hôtels que la Société des Hôtels de l'Etoile.

3) Les Hôtels Réunis possèdent à Paris l'Hôtel Scribe et à Cannes l'Hôtel Carlton. Les bénéfices sont compris pour 1950 s'étalement sur quatorze mois d'exercice.

Le Gérant : René LUSTRE

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2^e.
F. BACHON, imprimeur.